



**HAL**  
open science

## La gauche face à la mondialisation et à la question nationale

Jorge Cagiao y Conde

► **To cite this version:**

Jorge Cagiao y Conde. La gauche face à la mondialisation et à la question nationale. La valeur néolibérale de l'humain, Éditions Kimé, pp.49-65, 2022, <10.3917/kime.deluc.2022.01.0049>. <hal-04817436>

**HAL Id: hal-04817436**

**<https://hal.science/hal-04817436v1>**

Submitted on 4 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

LA GAUCHE FACE À LA MONDIALISATION  
ET À LA QUESTION NATIONALE

Jorge Cagiao y Conde  
Université de Tours – ICD

Je me propose dans cette contribution d'interroger le rapport de la gauche à la mondialisation et à la question nationale. Il convient de préciser d'emblée qu'en m'intéressant à la gauche je n'entends pas qu'il n'y aurait qu'une seule gauche, ou une seule vraie gauche. Bien au contraire, les expressions de gauche sont plurielles, nombreuses et traversées par des nuances importantes qui mériteraient sans aucun doute toute l'attention du chercheur dans une étude plus ambitieuse que celle que je propose ici.

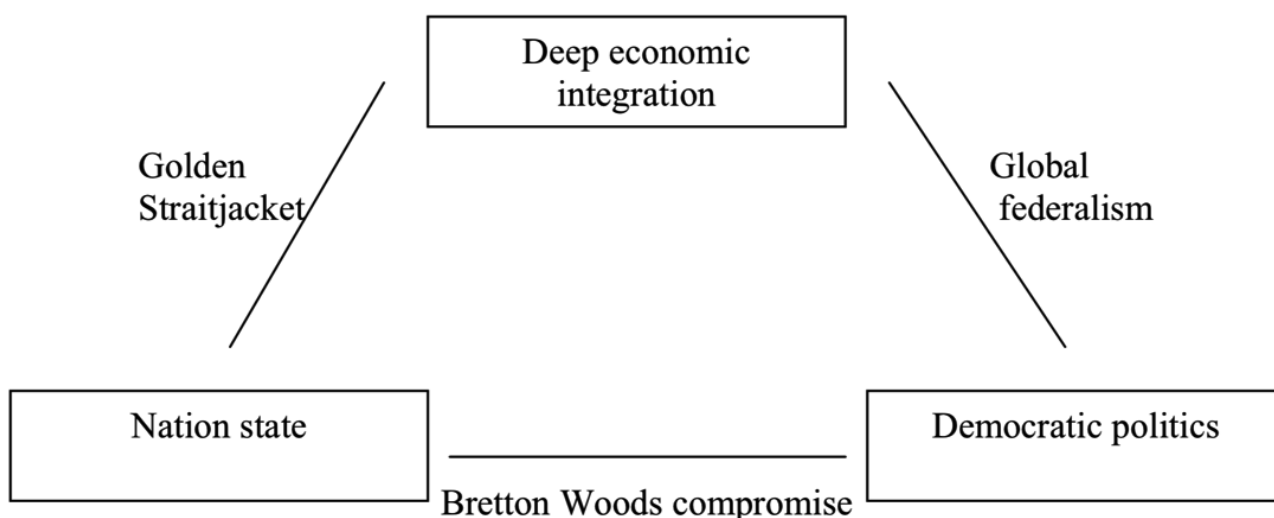
C'est la tendance dominante ou majoritaire à gauche dans les démocraties libérales qui m'intéresse ici, cette gauche qui entend occuper l'espace de la social-démocratie, qui dit chercher un équilibre entre le capitalisme et le socialisme, une régulation ou domestication du premier par le dernier. On pourrait sans doute s'y référer également en parlant tout simplement de « progressisme », une étiquette certainement plus large, mais dans laquelle je pense que cette gauche se reconnaîtrait volontiers. Notons, du reste, que c'est le terme qui a été choisi par le Diem25 (qui se dit pourtant proche de l'altermondialisme et de l'anticapitalisme, ou post-capitalisme) et l'Institut Sanders pour l'appel lancé récemment à tous les mouvements et forces qui partagent leurs préoccupations : l'Internationale Progressiste.

La thèse que je défends dans ma contribution est que la gauche semble avoir perdu la bataille pour l'hégémonie culturelle en embrassant une partie fondamentale de l'appareil de guerre discursif du néolibéralisme et que son soutien, parfois enthousiaste, à la mondialisation dans laquelle le néolibéralisme a voulu qu'évoluent désormais nos luttes, représentations et

imaginaires politiques en est l'illustration. Cette idée qu'au fond l'avenir (et le présent) de la démocratie se jouerait pour nous tous inévitablement au niveau supra-étatique (en Europe, mais pas seulement) et que les outils et concepts dominants dans notre modernité politique (État, souveraineté et nation, fondamentalement) seraient frappés d'obsolescence depuis un certain temps n'était pas encore une idée de gauche à la fin du siècle dernier. Entre-temps, le néolibéralisme a déployé ses ailes, comme l'on sait. Et la gauche semblerait prête à suivre le néolibéralisme dans la direction que celui-ci a choisie : une intégration économique mondiale de plus en plus poussée.

Pour expliciter mon propos, il est peut-être utile d'avoir recours au célèbre triangle d'incompatibilité de Rodrik<sup>1</sup> :

#### THE POLITICAL TRILEMMA OF THE WORLD ECONOMY



Rodrik explique que nos sociétés ne peuvent pas poursuivre efficacement trois objectifs à la fois : la démocratie, la souveraineté des États et une intégration économique mondiale de plus en plus poussée (mondialisation). Le choix qui s'était porté dans nos sociétés entre la fin de la Seconde

<sup>1</sup> D. Rodrik, "Feasible Globalizations", *NBER*, 2002: [https://www.nber.org/system/files/working\\_papers/w9129/w9129.pdf](https://www.nber.org/system/files/working_papers/w9129/w9129.pdf)

Guerre mondiale et les années 1980 sur un État-nation fort comme garant de la démocratie, la maîtrise ainsi que les peuples avaient, par l'intermédiaire de leurs représentants, sur les décisions fondamentales en société (le compromis de Bretton Woods), évolue pendant les deux dernières décennies du siècle passé vers ce qu'il appelle « la camisole de force dorée », à savoir une nouvelle orientation, néolibérale celle-ci, dans laquelle on met désormais l'accent sur l'intégration économique internationale (avec tout ce qu'elle implique) et des États-nations forts, capables de garantir l'ordre et la paix dont a besoin le capitalisme pour se déployer. Cette évolution se fait au détriment de la démocratie et des solidarités institutionnalisées à l'échelle étatique, une démocratie dont la dégradation devient un sujet de préoccupation et de débat permanent depuis lors. Notamment à gauche, où la critique n'a eu de cesse de rappeler les effets néfastes de cette nouvelle orientation néolibérale pour le plus grand nombre. Mais ce n'est pas pour autant que la gauche plaide pour un retour au binôme État-nation fort-démocratie forte<sup>1</sup>. Son option préférée dans ce trilemme implique un rejet de l'État-nation au profit d'une intégration économique mondiale de plus en plus poussée et maîtrisée démocratiquement par de nouvelles instances et régulations supra-étatiques. C'est ce que Rodrik appelle « fédéralisme global » et d'autres « gouvernance mondiale ».

La gauche rejoindrait ainsi la position néolibérale sur le caractère désormais inéluctable de l'intégration économique mondiale, avec l'espoir (qui n'est pas partagé par le néolibéralisme, bien sûr) qu'il est possible de la maîtriser ou de la domestiquer politiquement. En ce sens, là où le néoli-

---

1 Notons que les penseurs et activistes (minoritaires) qui, à gauche, défendent encore l'État et sa souveraineté comme seuls outils à opposer à une dérégulation néolibérale et des injustices sociales grandissantes sont très souvent sévèrement attaqués par la gauche, qui n'hésite pas à agiter l'épouvantail de l'extrême droite en les désignant comme des « rouges-bruns ». Nous en avons un exemple en Espagne (mais on trouve le même phénomène un peu partout en Europe), où deux référents historiques de la gauche, le dirigeant communiste Julio Anguita, décédé récemment, et Manolo Monereo, proche de Pablo Iglesias (Podemos), ont essuyé de sévères critiques venant de la gauche ces derniers temps en raison de leur prise de position souverainiste et favorable au maintien d'un État fort. Voir, par exemple : S. Forti, “¿Por qué queréis blanquear a Salvini?”, *CTXT*, 11 septembre 2018, <https://ctxt.es/es/20180905/Politica/21599/Steven-Forti-Hector-Illueca-Manolo-Monereo-Julio-Anguita-Cuarto-Poder-Movimiento-5-Estrellas-la-Liga.htm> ; A. Gil, “¿Provocadores, incorrectos o “rojipardos”? : el discurso de Anguita y Monereo sobre Italia y la UE que agita a la izquierda”, *El Diario*, 28 septembre 2018, [https://www.eldiario.es/politica/provocadores-anguita-monereo-italia-ue\\_1\\_1919462.html](https://www.eldiario.es/politica/provocadores-anguita-monereo-italia-ue_1_1919462.html)

béralisme fait (et a fait) le pari de l'État-nation comme garant et gendarme de l'ordre capitaliste<sup>1</sup>, la gauche entend le dépassement de l'État-nation comme étant une nécessité démocratique au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous en avons sans doute la meilleure illustration dans l'attitude très favorable de la gauche européenne vis-à-vis de l'Union européenne (UE), non pas de l'UE actuelle (avec prépondérance encore des États membres), mais d'une UE politique et sociale, à savoir, fortement intégrée sous la forme d'une structure fédérative perçue comme étant post-étatique. C'est donc la vieille idée du fédéralisme qui devrait ici nous éloigner à la fois du néolibéralisme et du nationalisme, et ainsi réconcilier la mondialisation avec la démocratie.

Je trouve que ce pari fait par la gauche est trop optimiste et sans doute dû à son excès historique d'idéalisme. Si l'on considère que le terrain de jeu favori du néolibéralisme est celui où désormais doit avoir lieu la bataille démocratique, en nous laissant ainsi comme seul choix démocratique (on n'aurait donc pas un trilemme, mais un dilemme) soit un néolibéralisme soutenu par des États de plus en plus autoritaires, soit une forme de gouvernance mondiale (aux contours très flous) régulée par des élites et des instances supra-étatiques, il est surprenant que la gauche pense qu'elle peut s'imposer en jouant avec les règles et les représentations de son adversaire. Mais mon avis n'a en réalité aucune importance. Après tout, je peux me tromper. Ici, je me contenterai simplement de me focaliser sur un problème historique à gauche dans la compréhension à la fois du fédéralisme et du nationalisme, un problème qui à mon sens conditionne très fortement, encore de nos jours, la position de la gauche à l'égard de l'un et de l'autre, ainsi que ses propres croyances ou convictions contemporaines sur la question de la mondialisation, du post-national ou du post-étatique. J'analyse brièvement, dans un premier temps, le rapport de la gauche à la question nationale. Je m'intéresserai ensuite, très brièvement aussi, à la perception idéaliste et mal informée que l'on a à gauche du fédéralisme, une approche qui peut nourrir cette conviction selon laquelle l'idée fédérale tend à nous éloigner de l'État et de l'autoritarisme dénoncé à gauche.

---

1 Sur l'importance de l'État pour le néolibéralisme, voir par exemple P. Dardot, C. Laval, *Dominer. Enquête sur la souveraineté de l'État en Occident*, Paris, La Découverte, 2020.

## 1. LA GAUCHE ET SON REJET DU NATIONALISME

Le rejet du modèle étatico-national au profit d'un nouveau terrain de jeu supra-étatique à conquérir par la démocratie se justifie en partie comme le dépassement du nationalisme et de l'identitarisme qui est associé à ce modèle. Le piège d'identitaire que représenterait le nationalisme (la nation?) aux yeux de la gauche, ajouté, bien sûr, au caractère autoritaire qui est associé au modèle étatique, rendrait nécessaire le dépassement de l'État-nation afin de réconcilier enfin politique et démocratie. Il convient de noter que cette méfiance de la gauche à l'égard du nationalisme ne date pas d'hier. Il est perçu très tôt (XIX<sup>e</sup> siècle) comme typiquement bourgeois et détournant les gens de gauche de la vraie lutte politique, celle qui porte sur les conditions matérielles de vie. Les soutiens ponctuels de la gauche aux mouvements nationalistes (de l'Irlande, la Pologne, etc.) seront ainsi le plus souvent tactiques<sup>1</sup>.

La logique du nationalisme serait donc vue à gauche comme un piège conservateur et identitaire. Nous trouvons dans cette position, d'une part, une conception très péjorative (pathologique) du nationalisme (François Mitterrand : « le nationalisme, c'est la guerre » ; Albert Einstein : « le nationalisme est une maladie infantile, c'est la rougeole de l'humanité »)<sup>2</sup> dont il convient de se demander si elle correspond à la réalité, si elle décrit et explique correctement le phénomène. D'autre part, nous avons à l'œuvre une conception que l'on appelle anti-identitaire des acquis et victoires de la gauche dans les démocraties libérales. Là aussi, il peut être utile de se demander si cette dernière conception reflète la réalité ou si elle ne serait pas plutôt une représentation (déformante) de gauche.

Sur la question de la perception du nationalisme par la gauche, il est fondamental de s'intéresser à la littérature scientifique spécialisée dans le nationalisme afin de voir comment ce phénomène est décrit et expliqué par celles et ceux qui ont consacré un peu de temps à son étude<sup>3</sup>. Un rapide

---

1 Voir par exemple H. Seton-Watson, *Nationalism and Communism*, New York, Praeger, 1964 ; G. Haupt, M. Löwy, C. Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris, Maspero, 1974 ; W. Connor, *The National Question in Marxist-Leninist Theory and Strategy*, Princeton, Princeton University Press, 1984.

2 D. Miller, *On Nationality*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 5.

3 Parmi d'autres : E. Gellner, *Nations and Nationalism*, Oxford, Blackwell, 1983 ; B. Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*,

survol des travaux des experts en la matière permet de constater que le nationalisme n'a pas parmi les spécialistes l'image nécessairement négative<sup>1</sup> qu'il a dans le débat public, en général, et à gauche, en particulier. Certes, la littérature spécialisée ne cache pas que le nationalisme a été à l'origine ou au cœur de conflits dramatiques un peu partout dans le monde. Elle ne cache pas non plus que, dans ses versions les plus radicales, fanatiques ou « chaudes »<sup>2</sup>, il constitue un sérieux danger pour la démocratie. Mais une explication du phénomène du nationalisme qui se cantonnerait à ses expressions les plus meurtrières ou fanatiques ne nous en fournirait au fond qu'une image partielle, la plus noire du tableau. Sur ce point aussi la littérature spécialisée est formelle. Une représentation honnête et bien informée du nationalisme doit par conséquent rendre compte de l'existence d'une version plus modérée ou tiède, qui est celle que l'on trouve dans les démocraties libérales qui se forment peu à peu (comme État-nation, autrement dit, comme le produit nécessaire du nationalisme, la nation ne préexistant pas – dans sa forme moderne – au nationalisme qui la crée et la façonne<sup>3</sup>) dans notre modernité politique. Et alors, si l'on tient compte du fait que l'on parle d'un nationalisme à l'œuvre dans des contextes que l'on accepte de voir comme démocratiques, là où depuis les révolutions libérales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle on assiste à un double processus de construction (étatique et national), voire triple, si on y ajoute le processus de démocratisation qui se met en place ultérieurement, notamment au XX<sup>e</sup> siècle avec l'émergence d'un État social, la perception du nationalisme comme un phénomène nécessairement contradictoire ou incompatible avec les principes et valeurs démocratiques se révèle elle-même en contradiction avec

---

London, Verso, 1983 ; E. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge University Press, 1990 ; D. Miller, *On Nationality*, *op. cit.* ; Y. Tamir, *Liberal Nationalism*, Princeton, Princeton University Press 1993 ; M. Billig, *Banal nationalism*, London, Sage, 1995 ; G. Calhoun, *Nationalism*, Buckingham, Open University Press, 1997 ; A.-M. Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Seuil, 1999.

1 Un certain nombre de spécialistes du nationalisme, dont E. Hobsbawm, demeurent toutefois très critiques à l'égard du nationalisme. Mais ce n'est pas cette position ou ce jugement politique (rappelons le marxisme de Hobsbawm), tout à fait légitime du reste, qui m'importe ici, mais l'explication du nationalisme comme un phénomène caractéristique de notre modernité politique, à la fois dominant dans nos sociétés et compatible avec leur évolution démocratique.

2 Voir M. Billig, *op. cit.*

3 A.-M. Thiesse, *op. cit.*

les faits, avec l'expérience de nos démocraties nationales. Nous aurions là, à proprement parler, une approche idéologique (déformante et intéressée) du nationalisme.

La question qu'il conviendrait de poser, une fois rendus là, est celle de savoir ce que la gauche rejette quand elle rejette le nationalisme. Car soyons clairs : si elle rejette le nationalisme chaud (et elle le rejette, bien sûr, à juste titre), il n'est pas dit qu'elle soit si inconfortable que cela avec une forme de nationalisme plus modérée, qu'elle a d'ailleurs pratiqué sans rougir, et probablement sans en être consciente, pendant les deux derniers siècles chaque fois qu'elle a été en mesure d'appliquer des politiques de gauche. Alors, oui, nul doute que la gauche rejette discursivement le nationalisme (tout nationalisme), mais devons-nous croire qu'elle rejette aussi cette forme de nationalisme d'État qu'elle a pratiquée partout depuis de nombreuses années ? On pourrait sans doute dire avec Michael Billig<sup>1</sup> que la gauche n'est pas en ce sens moins nationaliste que la droite et que, comme la droite aussi, elle ne perçoit du nationalisme que dans ses expressions les plus visibles ou ostentatoires, au point qu'elle reste aveugle face à toutes les manifestations d'un nationalisme modéré ou banal<sup>2</sup>. Y compris, et surtout, quand il s'agit du sien.

Ceci est nécessairement à mettre à relation avec mon deuxième point, cette conception non-identitaire de la politique que l'on postule à gauche et qui s'opposerait à la politique identitaire (généralement vue aussi comme étant de droite) qu'elle dénonce dans le nationalisme. Nous avons ici cette vieille position idéologique universaliste, dominante dans le libéralisme classique et dans le républicanisme, qui consiste à présenter le particulier comme étant un universel, l'individu (nécessairement situé dans nos sociétés) comme un je désengagé et non situé, l'État comme aveugle (impartial) face aux différences culturelles, ethniques ou religieuses des citoyens, etc. Ces idées ou images censées nous informer sur la réalité qui nous entoure, nous expliquer ce qui se passe (et ce qui s'est passé) dans nos sociétés, ont

---

1 M. Billig, *op. cit.*

2 Comme je l'ai expliqué dans un ouvrage récent (J. Cagiao y Conde, *Micronacionalismos. ¿No seremos todos nacionalistas?*, Madrid, Catarata, 2018), dans certaines configurations, le nationalisme banal parvient à se rendre invisible aux yeux du nationalisme d'État ou majoritaire, à droite comme à gauche, même lorsqu'il abandonne sa modération et adopte une forme plus « chaude » ou combative. Le cas de l'Espagne ces dernières années, dans sa gestion du défi indépendantiste catalan, le montre clairement.

été dénoncées par la critique multiculturaliste comme étant en réalité des mythes sur lesquels se fondent les sociétés libérales<sup>1</sup>. Il en va de même, comme il a déjà été dit, pour ce qui est du non-nationalisme ou anti-nationalisme revendiqué par la gauche en particulier, et par les démocraties libérales en général. C'est bien sur la base de ces convictions ou croyances que la gauche peut se croire bien fondée à postuler explicitement des politiques non-identitaires, donc non-nationalistes, alors que son action politique présente et surtout passée montre que ses politiques n'échappent pas à l'identitaire : ce sont des politiques situées ou territorialement enracinées et faisant ainsi des choix discriminants (nous/eux) somme toute normaux dans des démocraties nationales. Il suffirait de penser à certains des acquis ou des services publics auxquels tant la gauche que les citoyens (surtout à gauche) tiennent le plus là où on a pu mettre en place des politiques sociales par le passé (éducation nationale, santé publique, retraites, chômage, etc.) pour voir que ce sont des services qui ne sont pas ouverts universellement à tous, dont tout humain, où qu'il se trouve dans le monde, peut bénéficier. Ces politiques de gauche ont été et sont encore des politiques nationales, c'est-à-dire conduites pour et au nom de la communauté nationale, et elles font systématiquement une distinction fondamentale entre des individus ayant un lien de rattachement (ne serait-ce que simplement territorial, parfois plus) avec un État-nation et ceux qui sont considérés comme tout à fait étrangers à la communauté nationale de référence (raison qui est considérée comme justifiant que la communauté nationale n'étende pas sa solidarité à celles et ceux qui ne sont pas considérés comme ses membres, à un titre ou à un autre). Si les choix politiques faits dans nos démocraties sont indissociables de la question nationale (comme fiction ou communauté imaginée<sup>2</sup>), la seule différence valable du point de vue analytique, non moins importante du point de vue normatif, serait à faire entre des nationalismes plutôt ouverts à des apports venus de l'extérieur et à l'idée de leur intégration (sous des formes diverses) dans la communauté nationale, et ceux plus réticents en la matière.

---

1 Voir par exemple C. Taylor, *Multiculturalism and the Politics of Recognition*, Princeton, Princeton University Press, 1994 ; W. Kymlicka, *Politics in the Vernacular. Nationalism, Multiculturalism, and the Citizenship*, Oxford, Oxford University Press, 2001 ; B. Parekh, *Rethinking Multiculturalism: Cultural Diversity and Political Theory*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2000.

2 B. Anderson, *op. cit.*

Se pose en tout cas ici, une fois encore, la question de savoir ce que la gauche rejette lorsqu'elle dénonce les politiques identitaires. Elle vise en premier lieu, à l'évidence, les politiques identitaires ostentatoires, voire radicales, et ce sans aucun doute à juste titre. Mais *quid* des politiques identitaires (les siennes, par exemple), qu'elle présente comme étant non-identitaires ? Nous avons à mon sens le même problème que tout à l'heure avec le nationalisme : le profil identitaire de son propre agir demeure un point aveugle dans le rétroviseur de la gauche et du progressisme en général, comme le fait remarquer Wayne Norman<sup>1</sup>. Pour s'en convaincre, il suffirait d'observer, par exemple, l'attitude relativement enthousiaste de la gauche quand il s'agit de défendre la légitimité de certaines luttes politiques très fortement identitaires et enracinées dans des modes de vie traditionnels. C'est le cas des luttes des premières nations ou peuples autochtones en Amérique, en Afrique ou en Océanie. Quand la gauche porte son regard sur ces luttes politiques, elle tend à les encourager et à les soutenir, à les trouver légitimes. Pourtant, on pourrait penser que nous sommes dans ces cas très loin des fondements philosophiques sur lesquels se construit l'individualisme ou monisme moral, ainsi que l'universalisme chers au progressisme et à la gauche : l'idée que l'émancipation individuelle se fait en s'arrachant aux liens donnés par la nature, que la communauté d'origine est en ce sens un piège asservissant, que le proprement rationnel se situe à un niveau ou dans une dimension transculturelle ou universelle (ce qui nous fait égaux) et non dans la revendication d'une culture (ce qui nous distingue) et dans l'enracinement dans celle-ci, etc. Tout autre est, en revanche, l'attitude de la gauche quand elle porte son regard sur des luttes politiques elles aussi identitaires et enracinées, mais plus près d'elle et contestant les fondements sur lesquels repose la communauté nationale au sein de laquelle la gauche opère. Prenons l'exemple des luttes pour l'autodétermination nationale au Canada (le Québec), au Royaume-Uni (l'Écosse) ou en Espagne (la Catalogne). Là, soudainement, le regard empathique que la gauche porte sur les luttes identitaires qui ont lieu en dehors du monde occidental (ou qui ne

---

1 "Like fish unaware of the water they swim in, citizens and even intellectuals in both France and the USA tend not see their political cultures as nationalist" (W. Norman, *Negotiating Nationalism. Nation-building, Federalism, and Secession in the Multinational State*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. xiii).

contestent pas son ordre de domination) se transforme en son contraire<sup>1</sup>. On pourrait ainsi dire que la gauche occidentale aime l'autodétermination en général, mais beaucoup moins quand l'autodétermination défie l'unité de sa propre communauté nationale, ou de celles qui sont géographiquement ou culturellement très proches (l'analogie pouvant toujours être source de problèmes futurs). Ce décalage entre discours et pratique à gauche, cette différence d'attitude qu'elle montre à l'égard de l'identitaire est d'autant plus frappante que dans le contexte des démocraties libérales nous avons des luttes politiques certes identitaires (l'autodétermination en Écosse ou en Catalogne), mais conduites par des mouvements politiques qui semblent avoir intégré les principes et valeurs démocratiques défendus par la gauche. Nous avons donc là des sociétés qui, contrairement à ce qui peut se passer dans d'autres coins de la planète avec d'autres luttes identitaires qui ont le soutien de la gauche – et c'est probablement le plus interpellant –, ne risquent pas de tourner le dos aux principes et valeurs démocratiques en cas d'accession à l'indépendance.

Au fond, la question qui se pose, à mon sens, quand on s'intéresse au refus du modèle étatico-national que l'on trouve à gauche est celle de savoir si une politique démocratique peut être conduite en cherchant une déconnexion avec la dimension identitaire ou symbolique du politique. Autrement dit, si le dépassement de ce modèle dans une forme supra-étatique et supranational (ou post-étatique et post-national, mais il n'est pas sûr que ces termes renvoient à la même chose) peut produire cette forme de *demos* sans *ethnos* qui semble avoir les faveurs (sur le plan discursif, pas sur le plan de son action politique, j'insiste) de la gauche, mais aussi des globalistes, des cosmopolitistes et du néolibéralisme.

---

1 C'est ainsi que la gauche espagnole soutient les luttes pour l'autodétermination des Kurdes ou au Sahara occidental, pour ne donner que deux exemples, mais tourne le dos au projet d'autodétermination en Catalogne. On a la même situation dans d'autres pays. Le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie (dans l'océan Pacifique) a été accepté en France, mais il est fort probable que la position française, y compris à gauche, serait différente si cette même demande d'autodétermination devait émerger en Corse. Ce double standard est difficile à expliquer autrement que comme reposant sur une conception identitaire (fortement imprégnée d'essentialisme ou d'organicisme, loin donc de la conception civique et volontariste) de l'appartenance nationale.

## 2. LA GAUCHE ET SON RAPPORT AU FÉDÉRALISME

Le pari fait par la gauche sur une forme de fédéralisme mondial (d'abord à une échelle régionale, le fédéralisme européen) capable d'envoyer aux oubliettes l'autoritarisme associé à la forme étatique et l'identitarisme associé au nationalisme repose, lui aussi, sur une approche idéologique et très idéaliste du fédéralisme. Cela permet sans doute de mieux comprendre l'internationalisme ou mondialisme affiché par la gauche.

Il est tout d'abord très surprenant de constater que le fédéralisme est associé par la gauche à quelque chose d'antinomique et de parfaitement incompatible avec le nationalisme. Je dis que ceci est surprenant, car un regard rapide aux différents systèmes fédératifs qui méritent le label fédéral (ne parlons pas de ceux dont le fédéralisme serait plutôt cosmétique) aux yeux des experts en la matière permet de comprendre que le fédéralisme s'est parfaitement bien adapté au nationalisme partout. Surtout (mais pas seulement, pensons à la Belgique) au nationalisme d'État. Des exemples comme les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, le Canada et même la Suisse sont là pour en témoigner. Si notre modernité politique implique, comme il a été dit, un processus de construction étatique doublé d'un processus de construction nationale conduit par les élites (le nationalisme d'État), il faut comprendre que ce phénomène est exactement le même là où ces élites ont pu faire le choix de la fédération, au lieu d'opter pour un État unitaire et plus ou moins centralisé. Le cas d'école en la matière est la fédération étatsunienne, où toute la dynamique de renforcement du niveau fédéral (du Gouvernement fédéral) initiée dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle sous l'impulsion d'Alexander Hamilton et d'autres se met en place comme un véritable projet de nationalisation (contre les partisans de la Confédération, les « anti-fédéralistes ») et méritera à juste titre le qualificatif de « nationaliste » que l'on trouve dans l'historiographie étatsunienne.

L'idée donc que fédéralisme et nationalisme seraient des concepts antinomiques et incompatibles est une vue de l'esprit démentie à la fois par l'expérience fédérative vieille de plus de deux siècles et par la littérature scientifique qui a pu en rendre compte en acceptant d'intégrer dans sa boîte

à outils analytique les enseignements précieux des chercheurs spécialistes du nationalisme<sup>1</sup>.

Il en va exactement de même pour ce qui est de la conviction à gauche selon laquelle le fédéralisme (ou la fédération) représenterait le contraire de l'État et permettrait ainsi d'échapper à son autoritarisme et à une souveraineté une et indivisible. Là encore, l'étude des expériences fédératives de notre modernité politique jusqu'à nos jours montre que les processus de construction fédérative sont généralement dominés (et quand ce n'est pas le cas, plus rarement, les fédérations finissent par se décomposer) par une loi presque naturelle, que Christophe Parent dénomme à juste titre « loi de Bryce » ou de centralisation et d'homogénéisation<sup>2</sup>. Autrement dit, faire le pari du fédéralisme en pensant qu'il permettra (s'il réussit) de bâtir autre chose qu'un État souverain est très audacieux et en tout cas en contradiction avec l'essentiel de l'expérience fédérative connue. Celle-ci montre clairement, aux États-Unis, en Allemagne, en Australie, au Canada, en Autriche, etc., que les processus de fédéralisation, qui sont – rappelons-le – systématiquement accompagnés et suivis par un processus parallèle de nationalisation et de démocratisation, loin de s'éloigner du modèle d'État unitaire, s'en sont très fortement rapprochés<sup>3</sup>. On chercherait d'ailleurs en vain une différence entre l'État unitaire et la fédération (ou État fédéral) en se focalisant sur le concept de souveraineté, par exemple, car dans ces deux formes d'organisation juridique et territoriale du pouvoir politique la souveraineté se trouve au même endroit : c'est l'État central qui en est le détenteur et titulaire. On argue souvent de la fragmentation territoriale du pouvoir dans les systèmes fédératifs pour expliquer la nature fragmentée de la souveraineté. Mais il n'est en rien, car les différentes compétences

---

1 Voir par exemple D. Karmis, W. Norman, *Theories of Federalism. A Reader*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; F. Requejo, *Fédéralisme multinational et pluralisme de valeurs. Le cas espagnol*, Bruxelles, Peter Lang, 2009 ; A.-G. Gagnon, *L'Age des incertitudes. Essais sur le fédéralisme et la diversité nationale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011 ; C. Parent, *Le concept d'État fédéral multinational. Essai sur l'union des peuples*, Bruxelles, Peter Lang, 2011.

2 C. Parent, *L'état des fédérations. L'unité dans la diversité*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2019, p. 31 et suivantes.

3 Il convient de noter que cette loi de la centralisation dans les systèmes fédératifs, notamment à partir du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, avec l'agenda social dont commence à s'emparer le niveau fédéral, avait déjà été remarquée par C. Schmitt dans *Théorie de la Constitution* [1928] Paris, PUF, 1993, p. 509-540).

(plus ou moins nombreuses et importantes) qui sont assumées par les unités fédérées dans une fédération ne peuvent pas être rapprochées de la souveraineté qui revient exclusivement au niveau fédéral (à l'État fédéral) dans les systèmes fédératifs de droit interne (à l'inverse des systèmes fédératifs de droit international) et qui implique en dernier ressort le monopole non seulement de la violence légitime, mais aussi, et peut-être surtout, de l'interprétation juridique<sup>1</sup>. C'est bien ce monopole de l'interprétation juridique (le juge Marshall le premier, avec son célèbre arrêt *Marbury vs. Madison* en 1803<sup>2</sup>) qui a permis une remarquable et imparable centralisation des ressources et une homogénéisation de plus en plus importante (juridique, mais aussi culturelle au sens large) dans les processus de fédéralisation connus<sup>3</sup> : pouvoirs implicites, pouvoir de dépense du fédéral, compétence de la compétence, programmes de financement conditionnés, etc., ce sont autant de concepts ou d'outils créés par le niveau fédéral (souvent par sa plus haute juridiction) afin d'empiéter à sa guise (et légalement) sur les compétences du niveau fédéré.

Un fédéralisme global, ou européen, pourrait-il échapper à cette loi de la centralisation et l'homogénéisation que l'on trouve dans le fédéralisme historique ? Pourrait-il conduire à un dépassement du modèle d'État souverain ? Tout porte à penser que non.

---

1 Rappelons, la chose est intéressante, qu'alors que nombreux observateurs se plaisent depuis au moins Carl Friedrich (*Trends of Federalism in Theory and Practice*, New York, Praeger, 1968) à caractériser le fédéralisme comme un processus dans lequel il n'y aurait pas de souveraineté au sens classique (ou étatique), c'est pourtant toujours le concept de souveraineté qui est au cœur de la distinction État fédéral/Confédération (cf. Olivier Beaud, *Théorie de la Fédération*, Paris, PUF, 2007, p. 67-97) dans la doctrine aussi bien en droit constitutionnel, théorie de l'État, droit international ou sciences politiques. Cette construction doctrinale permet de distinguer des formes d'organisation juridique et territoriale du pouvoir politique de droit interne (État fédéral ou fédération) et de droit international (Confédération). À l'évidence, la souveraineté serait absente ou présente dans le fédéralisme selon les besoins de l'explication...

2 É. Zoller, *Les grands arrêts de la Cour suprême des États-Unis*, Paris, Dalloz, 2010, p. 1-28. Sur la signification et l'importance de cet arrêt, voir É. Zoller (dir.), *Marbury v. Madison : 1803-2003. Un dialogue franco-américain*, Paris, Dalloz, 2003.

3 Voir C. Parent, *L'état des fédérations...*, *op. cit.* Sur la problématique concrète posée par la justice constitutionnelle dans les systèmes fédératifs relativement à l'équilibre des pouvoirs entre le fédéral et le fédéré, voir O. Beaud, « De quelques particularités de la justice constitutionnelle dans un système fédéral », in C. Grewe, O. Jouanjan, E. Moulin, P. Wachsmann (dir.), *La notion de justice constitutionnelle*, Paris, Dalloz, 2005, p. 49-72.

Une dernière remarque peut encore être faite. Il est très habituel également à gauche de présenter le fédéralisme comme une idée ou pensée de gauche. C'est probablement moins vrai dans un pays comme la France, où le fédéralisme est devenu un concept presque tabou<sup>1</sup> (en tout cas en politique intérieure), mais il convient de noter que cela n'a pas empêché la gauche française de se prendre de passion pour le fédéralisme pour penser l'Europe et son processus d'intégration. Toujours est-il que le fédéralisme serait une idée de gauche, selon la gauche dans un certain nombre de pays. Fondamentalement, comme il a été dit, parce qu'il permettrait de s'organiser autrement que comme le font les États unitaires et souverains, à savoir en mettant en place un système dans lequel il n'y aurait ni souveraineté (une et indivisible, car il y en aurait plusieurs), ni État. Or, si on regarde de près ce qui se passe dans les systèmes fédératifs, on constate au moins deux choses. La première est que les politiques que le fédéralisme permet de mettre en place peuvent être de gauche, mais aussi de droite. La répartition des compétences dans les systèmes fédératifs peut laisser entre les mains des gouvernements fédérés des compétences très importantes (le droit civil ou pénal, par exemple, comme aux États-Unis). Ceci autorise les différents gouvernements fédérés à conduire des politiques de droite ou de gauche, en fonction de leurs préférences. On l'a vu il y a quelques années au sujet, par exemple, du mariage entre personnes du même sexe, un conflit qui a finalement été tranché par la Cour suprême (cour du niveau fédéral). Cette dernière n'a pas d'ailleurs trouvé du tout gênant de s'immiscer dans un champ de compétence (le droit civil : la définition du mariage) que la Constitution des États-Unis laisse clairement sous l'autorité des États fédérés. La deuxième est que l'évolution historique du fédéralisme, vers une centralisation et homogénéisation grandissantes (surtout sur les questions jugées comme étant les plus importantes), oblige à nuancer quelque peu le pluralisme idéologique, la diversité de politiques que la division verticale du pouvoir encourage en principe, ce dont on vient de parler. Du reste, il n'est pas toujours simple de savoir où se situe la dimension progressiste ou de gauche du fédéralisme (selon la gauche), si dans une approche plutôt formelle (qui privilégie la répartition des compétences – le noyau politique du

---

1 O. Beaud, *Fédéralisme et fédération en France. Histoire d'un concept impossible?*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999.

fédéralisme, selon Hans Kelsen<sup>1</sup> – et donc la liberté des acteurs pour faire les choix politiques qui ont leur préférence), ou dans une approche plutôt matérielle (qui privilégie la couleur idéologique des politiques conduites). Mais dans le cas cité plus haut nous pouvons clairement la trouver dans la position de la Cour suprême favorable au mariage entre personnes du même sexe, et c'est naturellement cette décision (l'approche matérielle) qui a été célébrée par la gauche, alors que nous avons là une intervention du fédéral formellement très problématique<sup>2</sup>. En effet, la décision de la Cour remet en question l'équilibre et le partage des pouvoirs que le fédéralisme met en place et dans lesquels la gauche voit précisément un système préférable à celui du modèle autoritaire (centralisation, souveraineté, etc.) représenté par la forme étatique. Dans ce dernier système, l'État imposerait ses choix à tous. Dans un système fédératif, les unités fédérées pourraient faire leurs propres choix sans se voir imposer les choix faits par l'État fédéral. C'est cette approche formelle du fédéralisme, favorable au pluralisme et à la liberté des différents acteurs politiques, qui semble plaire à la gauche et lui permet de placer le fédéralisme en opposition au modèle étatique. Pourtant, le cas cité plus haut montre que la tendance centralisatrice du fédéralisme dans les systèmes fédératifs, sa conversion au modèle étatique ne paraît pas déplaire à la gauche. Pas du moins lorsque les choix politiques que cette extension imparable du pouvoir fédéral permet de faire vont, selon elle, dans le bon sens.

Bref, les exemples qui montrent que le fédéralisme, loin d'être une pensée matériellement de gauche (ou de droite, d'ailleurs), permet aussi de faire des choix politiques conservateurs, et ce aussi bien au niveau fédéral qu'au niveau fédéré, ne manquent pas. Tout dépend, bien sûr, des préférences des électeurs et du gouvernement qui se trouve aux commandes. Mais ceci nous indique aussi que la logique du fédéralisme est mieux appréhendée comme forme d'organisation juridique et territoriale du pouvoir lorsqu'on se focalise sur la répartition des compétences et l'équilibre des pouvoirs entre le fédéral et le fédéré que lorsqu'on essaie de déceler dans

---

1 H. Kelsen, « La garantie juridictionnelle de la Constitution », *DDP*, 1928, cité par O. Beaud, « Hans Kelsen, théoricien constitutionnel de la Fédération », in C. M. Herrera (dir.), *Actualité de Kelsen en France*, Bruylant – L.G.D.J., 2001, p. 66.

2 Mon commentaire dans “¿Hacia la constitucionalización del matrimonio igualitario?”, *El Diario*, 4 juin 2015, [https://www.eldiario.es/agendapublica/constitucionalizacion-matrimonio-igualitario\\_132\\_4271457.html](https://www.eldiario.es/agendapublica/constitucionalizacion-matrimonio-igualitario_132_4271457.html)

les fédérations une prévalence idéologique de gauche ou de droite<sup>1</sup>. Avec le fédéralisme (ou la fédération), nous aurions en l'occurrence un outil (comme l'État, la nation, la souveraineté et tant d'autres) qui peut servir aussi bien à la droite qu'à la gauche. Une fois encore, en voyant le fédéralisme comme une pensée intrinsèquement progressiste ou de gauche, la gauche et le progressisme font probablement fausse route.

### 3. CONCLUSION

Dans cette contribution, j'ai essayé d'expliquer que la convergence entre la droite et la gauche vers la mondialisation, vers le supra-étatique et le post-national s'explique en partie en raison du rapport particulier que la gauche a vis-à-vis du nationalisme et du fédéralisme. L'idée qu'une fédération européenne, voire au-delà, permettrait de dépasser l'autoritarisme et l'identitarisme associés au modèle étatico-national, de réconcilier la politique avec la démocratie (les gouvernants avec les gouvernés, avec le *demos*) et d'ainsi maîtriser et domestiquer le capitalisme, ne trouve pas de support solide dans l'expérience fédérative connue. Contrairement à ce que la gauche semble penser, le fédéralisme historique a cheminé main dans la main avec le nationalisme, l'étatisme, le souverainisme, le capitalisme, etc. En ce sens, le pari que la gauche fait sur l'UE (j'entends une UE fédérale politiquement intégrée et socialement responsable) ressemble fort à un acte de foi. Il en va de même, comme je l'ai indiqué, pour le supposé dépassement du nationalisme d'État (que la gauche pensait avoir déjà dépassé personnellement dans le modèle étatico-national) par le modèle post-national. En tout cas, ce que les processus de construction nationale nous apprennent, c'est que la nation (ou le Peuple, mot qui a sans doute une connotation plus positive, mais qui renvoie pourtant à la même chose) n'existe pas avant qu'elle soit construite par un nationalisme. Les quelques coups d'essai ratés par l'UE en la matière (on peut penser à son projet de Constitution, au débat sur les symboles de l'UE) mais aussi les quelques coups réussis (Erasmus, l'euro, l'unanimité que le *Brexit* a eue contre lui dans les 27 autres États membres), sont autant d'éléments qui peuvent être

---

1 Je me permets de renvoyer sur ce point à J. Cagiao y Conde, “¿Qué es el federalismo lingüístico?”, *RDL Blog*, 17 mars 2016, <https://eapc-rld.blog.gencat.cat/2016/03/17/que-es-el-federalismo-linguistico-jorge-cagiao-y-conde/>

décrits comme faisant partie d'un processus de création d'une communauté politique nouvelle. Et ce processus, peu importe le nom que la communauté politique en question retiendra pour se nommer, est bien un processus du même type que ceux, nombreux, de construction étatique et nationale dont notre modernité politique a accouché. Là encore, le pari de la gauche peine à trouver dans l'expérience connue un fondement solide à son projet de dépassement de l'étatique et du national, dépassement aussi de l'autoritarisme et l'identitarisme qui leur sont associés.

La question que la réflexion proposée dans cette contribution appelle, pour finir, serait à mon sens la suivante : en fuyant des concepts et des outils (État, souveraineté, nation, identité, etc.) qui ont pu montrer leur potentiel progressiste ou de gauche par le passé, en essentialisant (à tort) ces concepts, en les présentant comme un piège essentialiste ou organiciste, au lieu de les voir, comme les recherches en sciences sociales invitent plutôt à le faire, comme de simples outils, ou des formes ou contenants à remplir (avec des politiques de droite ou de gauche)<sup>1</sup>, la gauche ne serait-elle pas tombée dans cet autre piège tendu par la droite avec la mondialisation ?

---

1 C'est d'ailleurs ce que font Dardot et Laval lorsqu'ils écartent la souveraineté étatique tout en embrassant la souveraineté populaire (P. Dardot, C. Laval, *Dominer...*, *op. cit.*, p. 694) : ils remplissent le concept de souveraineté d'un contenu différent, démocratiquement plus exigeant. Mais il est du reste très discutabile que ce contenu parvienne à modifier substantiellement la souveraineté au sens classique, aussi bien dans sa face interne (non nécessité du consentement) qu'externe. Sauf si les auteurs imaginent ladite souveraineté populaire comme un régime unanimiste, seul moyen probablement pour éviter que la minorité ait à se plier à la volonté de la majorité (face interne) et qu'un collectif humain souverain ait à se plier à la volonté d'autres collectifs humains (face externe).